



Le projet VéloPartage comptera plus de 100 stations et une flotte de 200 vélos qui pourront être loués 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. (SALVATORE DI NOLFI/KEYSTONE)

## Genève inaugure enfin ses vélos en libre service

**MOBILITÉ** A Genève, 200 vélos dont 60 électriques seront désormais disponibles en libre service. Fin d'une saga après des années de bataille juridique

LEA FRISCHKNECHT

Mardi matin, Serge Dal Busco avait le sourire. Huit mois après le CEVA, le conseiller d'Etat genevois inaugure le premier réseau de vélos en libre service du canton. A la tête du Département des infrastructures, Serge Dal Busco peut se targuer d'avoir réussi là où beaucoup ont échoué. Personne n'osait plus vraiment croire au Vélip' genevois, véritable serpent de mer depuis 2005. Une saga judiciaire complexe qui a coulé plusieurs projets, à l'image de celui porté par Luc Barthassat en 2014. Alors conseiller d'Etat chargé de la Mobilité, il avait dû faire face à un recours de l'une des sociétés candidates à la concession d'occupation du domaine public. La justice avait tranché en faveur du recourant, enterrant encore un peu plus le projet.

VéloPartage, le projet de Serge Dal Busco, aurait pu connaître le même sort. Alors que le choix des autorités s'est porté sur une coopération entre la société danoise Donkey Republic et l'association GenèveVelo, un des postulants écartés a, encore une fois, déposé un recours, finalement abandonné. VéloPartage comptera plus de 100 stations et une flotte de 200 vélos qui pourront être loués 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. L'entreprise Donkey Republic propose une offre de lancement avec des tarifs préférentiels jusqu'à fin septembre; ensuite, il faudra compter 3,50 francs pour une heure de vélo classique et 6,30

francs pour la version électrique. Des abonnements mensuels pour les utilisateurs réguliers seront également disponibles à un prix situé entre 15 et 25 francs.

### «Pile à l'heure!»

Sur le parvis de la gare des Eaux-Vives, une petite foule composée de journalistes et de conseillers administratifs des 20 communes qui prennent part au projet. «J'ai le sentiment que nous sommes en retard mais pile à l'heure, a clamé le conseiller d'Etat. En retard par rapport à beaucoup d'autres villes suisses et internationales, mais pile à l'heure car nous assistons maintenant à un réel engouement pour le vélo.»

S'il n'a pas de chiffres à donner pour le moment, Serge Dal Busco note une hausse assez remarquable de la pratique du cyclisme à Genève. C'était déjà sur la base de ce constat que la ville avait vu certaines de ses pistes cyclables se déployer et s'élargir à la fin du semi-confinement. Une mesure provisoire pour désengorger les routes et transports publics en pleine crise sanitaire, qui avait provoqué un véritable tollé politique et le rassemblement de 500 motards mécontents, début juillet.

«A long terme, nous souhaitons pérenniser ce réseau de parcours continu et sécurisé pour les cyclistes, déclare Serge Dal Busco. Il faudra évidemment adapter le schéma actuel.» Comme souligné dans les discours de la conseillère administrative en ville de Genève Frédérique Perler, les futurs aménagements autour de la rade, dont les travaux viennent tout juste de commencer, répondront à cette demande. Dans la guerre genevoise des transports, il semblerait donc que le vélo gagne du terrain. ■

### MAIS ENCORE

**197 nouveaux cas et un bond pour l'application SwissCovid**

La Suisse compte 197 nouveaux cas de coronavirus mardi, selon les chiffres de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Le virus a causé un mort supplémentaire, portant le total à 1717 depuis le début de la pandémie, et 7 nouvelles hospitalisations sont signalées. Le nombre d'utilisateurs qui ont activé lundi l'app SwissCovid n'a jamais été aussi élevé, selon les chiffres communiqués mardi par l'Office fédéral de la statistique (OFS). **ATS**

## «Loukachenko veut gagner du temps pour survivre»

**CRISE** Frontalière de la Biélorussie, la Lituanie est à la pointe de la réponse diplomatique européenne. Alors qu'un sommet extraordinaire réunira mercredi les dirigeants de l'UE, son ministre des Affaires étrangères, Linas Linkevičius, répond aux questions du «Temps»

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC ALLGÖWER  
@marcallgower



LINAS LINKEVICIUS  
MINISTRE LITUANIEN DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**«Une invasion russe rappellerait les événements de Budapest en 1956 ou de Prague en 1968»**

La Lituanie est, avec la Pologne, le pays européen le plus actif sur le dossier biélorusse. Vilnius accueille sur son sol Svetlana Tikhonovskaïa, candidate victorieuse à l'élection présidentielle poussée à l'exil par Alexandre Loukachenko. Dans cet entretien accordé au *Temps*, le ministre des Affaires étrangères lituanien, Linas Linkevičius, appelle celui qu'il qualifie d'«ancien président» au dialogue.

**Le Conseil européen se réunit mercredi. Votre pays est concerné de très près par la crise biélorusse. Quels sont vos objectifs?** Il est essentiel que les dirigeants se basent sur le travail effectué au niveau des ministres des Affaires étrangères: nous avons lancé un processus de sanctions et un fonds pour les victimes de la répression. A l'inverse de la Russie, nous n'interviendrons pas dans les affaires intérieures du pays, mais nous ne serons pas des observateurs impartiaux. Nous ne pouvons garder le silence après ces violences, inhabituelles même pour des standards biélorusses. Ceux qui ont commis ces crimes doivent être tenus pour responsables.

### INTERVIEW

car ils ne peuvent plus souscrire à ce que fait l'ancien président. C'est un moment de vérité pour chacun d'entre eux.

**Pour une issue pacifique, il faudrait que les élites tournent le dos à Alexandre Loukachenko. Avez-vous la moindre indication que cela soit sur le point de se produire?** Je répète que ces personnes doivent bien réfléchir à ce qu'elles vont faire.

Le plus important tient à la réconciliation nationale, et Svetlana Tikhonovskaïa a appelé ceux qui avaient mal agi à demander pardon publiquement. La vitesse à laquelle l'élite agira en ce sens sera déterminante.

**A l'inverse, le régime a souvent recouru à la violence. Malgré l'accalmie des derniers jours, redoutez-vous de voir cette méthode à nouveau employée?** De moins en moins, car il serait sanglant de réprimer les foules que nous voyons dans les rues. Je ne pense pas que le pouvoir soit prêt à payer un tel prix.

**Vous qualifiez Alexandre Loukachenko d'«ancien président». Est-il toujours à vos yeux un partenaire avec lequel dialoguer?** Nous devons parler à toute personne qui est le dirigeant de facto, qui contrôle les structures du pouvoir et est responsable de cette situation. Cela n'a pas de lien avec son statut légal. C'est une déclaration politique afin de souligner qu'il agit alors qu'il a commis une fraude électorale, que son mandat a expiré et qu'on ne peut plus lui faire confiance.

**Alexandre Loukachenko a évoqué lundi la tenue d'un référendum pour modifier la Constitution et de nouvelles élections. Est-ce envisageable?** Il veut gagner du temps pour survivre. A chaque fois qu'il a été en difficulté dans le passé, il a recouru à l'intimidation et a attendu que la situation se calme. Cette fois, c'est différent. Il doit prendre en compte les revendications d'un

peuple prêt à défendre ses droits malgré les manœuvres d'intimidation.

**Qui pourrait agir comme médiateur entre Alexandre Loukachenko et l'opposition? L'UE? L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe?** La vraie question, c'est de savoir si Alexandre Loukachenko est prêt à parler. Nous avons à de nombreuses reprises suggéré des options, qu'il a rejetées. Nous serions heureux d'agir en médiateur, mais nous ne voyons aucun signe qu'il y soit prêt.

**Que savez-vous des intentions de Svetlana Tikhonovskaïa?** Elle n'avait jamais l'intention d'être un leader, mais le peuple lui a manifesté un immense soutien. Elle se considère à présent comme la dirigeante du pays et elle sera très utile dans le conseil de coordination qu'elle vient de lancer afin de faciliter une transition démocratique. Elle souhaite de nouvelles élections reconnues par la communauté internationale. Et elle est prête à prendre ses responsabilités.

**Pourrait-elle rentrer dès à présent en Biélorussie?** Je ne pense pas qu'elle y serait en sécurité. Mais elle le souhaite et la situation évolue rapidement.

**La Lituanie veut soutenir les victimes de la répression avec un fonds doté de 50 millions d'euros. Comment cet argent parviendrait-il à destination sans passer par les autorités biélorusses?** Nous en avons décidé le principe, mais nous devons encore déterminer comment procéder. Ce ne sera pas facile, et nous devons trouver des fonds européens et nationaux. Nous avons aussi lancé un processus pour soigner les blessés, et en appelons à nos partenaires européens afin de nous aider.

**Que répondez-vous à ceux qui vous accusent de vouloir faire basculer la Biélorussie dans le camp de l'UE ou de l'OTAN?** Nous ne voulons faire basculer personne vers où que ce soit. Nous souhaitons que les Biélorusses puissent choisir leur destin démocratiquement. Prenez le programme de partenariat de l'UE: six pays en sont membres, dont trois souhaitent se rapprocher de l'UE et trois n'en ont pas l'intention. Nous respectons leur choix. En revanche, nous ne voulons pas que la Russie essaie de parler en leur nom ou les considère comme son pré carré.

**Quelle résonance la situation actuelle a-t-elle avec l'histoire de votre propre pays?** En 1989, les trois pays baltes ont formé la «voie balte», une chaîne humaine de Vilnius à Tallinn. Désormais, une autre est prévue le 23 août entre Vilnius et Minsk. Cela me rappelle donc aussi bien les souvenirs heureux de 1989 que l'héritage soviétique de 1956 et de 1968. La voix du peuple grandit et nous ne pouvons l'ignorer. ■

## Le Centre des congrès en passe d'être sauvé

**MONTREUX** Le nouveau projet de rénovation et de sécurisation du bâtiment qui accueille le Montreux Jazz Festival séduit tous les partis et les milieux économiques. La population est appelée aux urnes le 27 septembre. Un oui mettrait fin à une saga politico-juridique de dix-huit mois

AMIT JUILLARD  
@AmitJuillard

Début 2019, la votation sur la rénovation du Centre des congrès (2m2c) avait déchiré Montreux. Ce 18 août, contraste saisissant. A la fin d'une conférence de presse commune à l'intérieur du 2m2c, des membres de la municipalité, des représentants des cinq partis politiques communaux et des milieux économiques, touristiques, associatifs et culturels posent ensemble pour une photo de groupe. Unis, ils appellent la population à dire oui le 27 septembre au nouveau projet de mise à niveau de ce bâti-

ment accueillant le Montreux Jazz Festival. A ce jour, personne ne fait campagne pour le non.

Une première mouture avait été refusée pour 94 voix par la population le 10 février 2019, avant que la votation ne soit annulée. A l'époque parmi les opposants aux côtés de l'UDC et des Verts, Montreux Libre soutient aujourd'hui «avec conviction» ce plan B «qui mérite la confiance de la population». Les principales modifications apportées sont aussi les principaux arguments avancés: «Un coût maîtrisé, un concept de mobilité et une salle dédiée aux sociétés locales», liste Susanne Lauber-Fürst, présidente du parti centriste. Dans le détail, l'enveloppe passe de 87 millions, dont 27 à la charge de la commune, à 78 millions, dont 21 aux frais des contribuables. En clair, une économie de 9 millions.

«Le premier projet prévoyait de tout remettre à neuf, explique Laurent Wehrli, syndic PLR. Aujourd'hui, la réflexion est très différente: nous gardons en place tout ce

qui est encore valable. Ce qui ne veut pas pour autant dire que nous ne devons pas rénover ces éléments dans cinq à dix ans. Mais cela nous permettra de le faire avec les techniques et technologies disponibles le moment venu.»

**81 millions de retombées annuelles**

L'essentiel est sauf à ses yeux. Construit en 1972, le Centre des congrès sera sécurisé et mis aux normes énergétiques, antisismiques et incendiaires. Sans ces travaux, il ne pourrait plus accueillir de grands événements. Autre élément central pour la municipalité, inchangé par rapport à février 2019: l'ajout d'entrées, notamment depuis les quais, lui permettra d'accueillir plusieurs événements simultanément. «L'activité économique du bâtiment en sera renforcée, appuie l'édile. Aujourd'hui, si vous voulez organiser quelque chose dans une salle en bas du bâtiment, il faut louer les quatre étages.»

Ce nouveau projet est le fruit d'un compromis interpartis né des suites d'une saga politique, juridique et judiciaire. Pour mémoire, le Conseil d'Etat avait annulé le résultat du scrutin du 10 février 2019. En cause: 1397 électeurs étrangers n'avaient pas reçu leur matériel de vote dans le délai légal. Une décision confirmée par la Cour constitutionnelle du Tribunal cantonal en octobre 2019.

L'incertitude liée à l'avenir du 2m2c fait alors souffler un vent de panique dans les mondes économique, touristique et culturel. Et pour cause: les retombées annuelles en lien avec ce «vaisseau amiral de l'économie montreu-sienne» représentent 81 millions pour la région. Autre exemple de son importance: le Centre des congrès est la principale source des nuitées hôtelières à Montreux. Et chaque emploi direct dans le secteur en crée quatre de manière indirecte dans l'économie régionale. «Lorsqu'on parle d'hôtellerie, de restauration, de culture et d'événementiel, nous pensons aux pertes

d'emplois si ces milieux-là venaient à s'effondrer», s'inquiète Romain Pilloud, président du Parti socialiste.

Deux options s'offrent alors à la municipalité. Soumettre le même objet à la population, au risque d'un nouveau refus, ou chercher un compromis avec les partis vainqueurs du scrutin. Dans le but de convaincre une grande partie des Montreu-siens, des groupes de travail participatifs et interpartis sont formés fin avril 2019. Résultat, les principales revendications des groupes politiques opposés au premier projet sont prises en compte et un nouveau préavis est largement accepté par le Conseil communal le 26 février 2020. «Nous avons su travailler ensemble afin de dégager un consensus, se réjouit Tal Luder, président de l'UDC locale. Je suis confiant en vue du 27 septembre.» Initialement prévu le 17 mai, le référendum populaire a dû être repoussé en raison du covid. L'objectif reste le même pour les autorités: un plébiscite dans les urnes. ■